



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
Antenne de Lons-le-Saunier  
4, rue du curé Marion  
39021 LONS LE SAUNIER

Le 17 novembre 2022.

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **FRAMATOME-CREUSOT-FORGE**

6 allée Jean Perrin  
71200 LE CREUSOT

Références : AM/VV/2022/L\_650  
Code AIOT : 0025200001

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement FRAMATOME-CREUSOT-FORGE implanté 6 allée Jean Perrin 71200 LE CREUSOT. L'inspection a été annoncée le 13/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle a permis de faire un point sur l'incendie du 24 août 2022 du local pilotant les tours aéroréfrigérantes ainsi que sur les modifications projetées sur le site et son extension éventuel.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FRAMATOME-CREUSOT-FORGE
- 6 allée Jean Perrin 71200 LE CREUSOT
- Code AIOT : 0025200001
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non, objet d'une demande de complément dans le présent rapport

Le site FRAMATOME (Forge) au Creusot est spécialisé dans la forge, par presse à partir de lingots, et l'usinage d'équipements lourds notamment pour les centrales nucléaires. Les pièces potentiellement produites sur le site sont notamment : des viroles, corps de volutes de pompes, cuves de protection, tuyauteries, etc. en lien direct avec le réacteur nucléaire.

Ces pièces sont ensuite, pour partie, assemblées dans les usines de Chalon / St-Marcel (71) pour former les composants clés des réacteurs nucléaires.

Le site produit également des pièces pour d'autres secteurs : transport nucléaire, éolien, pétrochimie, sidérurgie et marine.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suite de l'incendie du 24 août 2022 ;
- modifications projetées sur le site ;
- réjets des effluents issus des fours à l'atmosphère ;
- équipements sous pression.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle, est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3
Conditions générales de rejet à l'atmosphère	AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7
Conditions générales de rejet à l'atmosphère	AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7
Chauufferie	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.2.5
Equipements sous-pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Point de contrôle	Référence réglementaire
Déclaration et rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 2.5.1
Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.2.3
Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 1.6.1
Plan de gestion de solvant	AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7
Entreposage des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.5.6
Plan d'intervention interne	Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.6.6.2

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les rapports relatifs aux émissions à l'atmosphère issues des différents fours du site mettent en évidence des non conformités par rapport aux valeurs réglementaires. Ces non-conformités concernent les vitesses d'éjection, la concentration et le flux rejeté de certains paramètres.

## 2-4) Fiches de constats

## 1 - Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2014, article 3			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative des installations exploitées			
<b>Prescription contrôlée :</b> Tableau de la situation administrative des installations exploitées a été mis à jour pour tenir compte des évolutions de la nomenclature ICPE. Le classement en vigueur sera acté dans le prochain acte administratif de l'établissement.			
rubrique	régime	Libellé de la rubrique	Capacité maximale autorisée
2566-2	A	Nettoyage décapage des métaux par traitement thermique	2 cabines de décapage, la puissance des chalumeaux utilisés > 3 kW
2560-1	E	Travail mécanique des métaux	Puissance totale de 24 MW
2921-a	E	Installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	Puissance thermique évacuée 7 MW
2561	DC	Production industrielle par trempe, recuit ou revenu de métaux et alliages	A préciser
2564-1-c	DC	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	2 fontaines de dégraissage volume maximal des cuves : 800 l
2910-A-2	DC	Installation de combustion	Puissance thermique nominale maximale : 4,6 MW
<b>Constats :</b> Compte tenu des installations de combustion présentes sur le site, notamment les différents fours de chauffe et de traitements thermiques, en application des informations contenues dans les fiches techniques ministérielles combustion de 2019, disponible en suivant le lien suivant : <a href="https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion">https://aida.ineris.fr/inspection-icpe/air/combustion</a> , l'installation de combustion du site est susceptible d'être classée au titre de la rubrique 3110 de la nomenclature ICPE.			
<b>Constat 1-04102022 : demande de compléments :</b> l'exploitant se positionnera sur le potentiel classement de son installation de combustion au titre de la rubrique 3110 par le cumul de la puissance thermique nominale de toutes les activités de combustion de l'établissement.			
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites			

## 2 - Déclaration et rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 2.5.1	
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Transmission du rapport d'incident	
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.	
<b>Constats :</b> Dans la nuit du 24 au 25 août 2022, un incendie a endommagé une armoire électrique du local de supervision des trois tours aéroréfrigérantes du site. L'exploitant a informé le 25 août au matin l'Inspection des installations classées de l'incendie.  Le jour de la visite, soit plus de 2 mois après l'incident, aucun rapport d'incidence n'a été transmis à l'Inspection. L'exploitant déclare que compte tenu des effets limités de l'incendie, il pensait que la transmission d'un rapport d'incident n'était pas nécessaire.	

**Constat 2-04102022 : non-conformité** : l'exploitant n'a pas transmis le rapport d'incidence dans les délais fixés à l'article 2.5.1 susvisé.

L'exploitant a transmis le 27/10/2022 le rapport d'incident relatif à l'incendie du 24 août 2022.

L'exploitant s'attachera dorénavant à transmettre dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les rapports relatifs aux accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Type de suites proposées** : Sans suite

### 3 - Installations électriques

**Référence réglementaire** : Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.2.3

**Thème(s)** : Risques accidentels, vérification annuelle des installations électriques

**Prescription contrôlée :**

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

**Constats** : L'exploitant a transmis le 3 novembre 2022 le rapport de vérification des installations électriques situées dans les zones extérieures de son établissement. Le contrôle a été réalisé le 13 avril 2022. Le précédent contrôle avait eu lieu le 22 avril 2021.

Le rapport relatif au contrôle de 2022 comporte 5 observations notamment 2 qui concernent une armoire électrique du local des tours aéroréfrigérantes :

- Armoire 246D11D1 : calibrer le dispositif de protection contre les surintensités du circuit primaire transformateur à 29 ampères
- Armoire 246D11D1 : calibrer le dispositif de protection contre les surintensités du circuit primaire transformateur à 50 ampères

Le premier signalement de ces deux observations remonte au 3 juin 2015.

Le rapport d'examen du contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge, contrôle réalisé du 4 au 7 avril 2022, indique qu'il n'y a pas d'anomalie constatée au niveau des armoires 246 D11D1 et 246D11D2 présentes dans le local TAR.

L'exploitant indique qu'il dispose sur le site, depuis septembre 2022, d'une caméra thermique pour réaliser ses propres contrôles.

Concernant les Visites Générales Périodiques (VGP) par un prestataire, l'exploitant précise :

- que le prestataire est accompagné par un personnel du site
  - qu'il y a une prise en compte de toutes les observations possibles lors de la réalisation des VGP afin de les solder en direct ;
- Concernant les observations mentionnées dans les rapports, l'exploitant précise qu'après réception des rapports avec photos et des observations, le cas échéant, il :
- partage les observations avec la maintenance et les enregistre sur un fichier de suivi ;
  - fait réaliser des devis par le prestataire accompagnant sur la base des rapports ;
  - commande et fait réaliser la prestation ;
  - suit la clôture des observations au travers d'une réunion mensuelle HSE-maintenance-prestataire.

**Observations** : L'exploitant s'attachera à clôturer les observations mentionnées dans les rapports de contrôle des équipements électriques rapidement.

**Type de suites proposées** : Sans suite

#### 4 - Conditions générales d'éjection à l'atmosphère

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7			
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Vitesse d'éjection en marche continue			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
<i>Conduit</i>	<i>Hauteur en m</i>	<i>Débit nominal en Nm<sup>3</sup>/h</i>	<i>Vitesse d'éjection en marche continue maximale (m/s)</i>
C5/C9	28	14300	14 m/s
C6	28	10500	14 m/s
C7/C8	25	19000	14 m/s
C10	42	14000	8,3 m/s
T4	28	10100	9 m/s
T5	20	8300	9 m/s
T8	20	4500	7 m/s
T15	25	7100	9 m/s
T16	28	7100	9 m/s
T17	28	7000	9 m/s
V2	30	4100	16 m/s
V3	28	16000	16 m/s
V4	25	7000	16 m/s
<p>Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).</p> <p><b>Constats :</b> Les résultats des dernières analyses montrent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- que les vitesses d'éjection à l'atmosphère pour les exutoires des fours C5/C9 – C7/C8 – C10 – V2 – V3 – T4 – T5 – T8 – T15 – T16 – T17 sont inférieures aux vitesses minimales indiquées dans le tableau de l'article 7.</li> <li>- aucune donnée n'est disponible pour les fours C6 et V4.</li> </ul> <p>Selon l'exploitant, le four V4 a été arrêté et démonté.</p> <p>Les vitesses d'éjection mesurées lors des dernières mesures sont également inférieures aux vitesses prises en compte dans l'évaluation des risques sanitaires contenue dans le dossier de demande d'autorisation de 2009. L'Inspection des installations classées dispose également d'une évaluation des risques sanitaires de 2016. Cette dernière ne précise pas les vitesses d'éjections prises en considération pour déterminer les concentrations des différents polluants autour de l'établissement.</p> <p><b>Constat 3-04102022 : non conformité :</b> les vitesses d'éjection à l'atmosphère des effluents issus des fours ne respectent pas les vitesses minimales fixées à l'article 7 de l'APC du 13/01/2014.</p> <p><b>Observations :</b> L'exploitant précisera pourquoi il n'y a pas de données pour le four C6.</p> <p>Si l'exploitant estime que les vitesses minimales d'éjection mentionnées à l'article 7 ne sont pas adaptées au fonctionnement de ses équipements de combustion, il pourra demander la modification de ces dispositions avec tous les éléments d'appréciation.</p>			
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites			

## 5 - Conditions générales de rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, respect des valeurs limites d'émission

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et ramenées à 3% d'O<sub>2</sub> ;

Identification du rejet	Débit maximal (Nm³/h)	Valeurs limites								Fréquence de surveillance
		Concentration (mg/Nm³)				Flux instantané (kg/h)				
		CO	SO2	NOx	Poussières	CO	SO2	NOx	Poussières	
<u>Fours de réchauffage</u>										
Four C5/C9	14300	100	35	225	40	1,4	0,5	3,22	0,58	semestrielle
Four C6	10500					1	0,37	2,37	0,42	
Four C7/C8	19000					1,9	0,67	4,28	0,76	
Four C10	14000					1	0,38	2,38	0,43	
<u>Fours de traitement thermique</u>										
Four T4	10100	100	35	225	40	1	0,36	2,28	0,41	semestrielle
Four T5	8300					0,83	0,30	1,87	0,34	
Four T8	4500					0,45	0,16	1,02	0,18	
Four T15	7100					0,71	0,25	1,60	0,29	
Four T16	7100					0,71	0,25	1,60	0,29	
Four T17	7000					0,7	0,25	1,58	0,28	
Four V2	4100					0,41	0,15	0,93	0,17	
Four V3	16000					1,6	0,56	3,60	0,65	
Four V4	7000					0,7	0,25	1,58	0,28	

L'exploitant est tenu, au plus tard six mois après la date de signature du présent arrêté, de transmettre à l'inspection des installations classées une étude complète de caractérisation des métaux présents dans les poussières issues de l'ensemble des points de rejet du site (y compris les points de rejets issus des installations d'oxycoupage) en se basant sur les normes en vigueur. La fréquence de mesure des émissions pourra être revue en conséquence.

Constats :

Les résultats des dernières analyses des rejets à l'atmosphère montrent que certains rejets sont non-conformes en concentration et en flux.

Les non-conformités en concentration concernent les paramètres et exutoires suivants :

- paramètre CO : C7/C8, V3, T5 ;
- paramètre NOx : C5/C9, C7/C8, T17 ;
- paramètres SO<sub>2</sub> : T8.

Les non-conformités en flux concernent les paramètres et exutoires suivants :

- paramètre CO : C7/C8, V3, T5 ;
- paramètre NOx : C5/C9, C7/C8, T16, T17 ;
- paramètre poussières : T17 ;
- paramètres SO<sub>2</sub> : C10, T8.

Constat 4-04102022 : non conformité :

certaines rejets à l'atmosphère issus des fours de l'établissement ne respectent pas les dispositions fixées à l'article 7.

L'exploitant précise que ces rejets seraient conformes, s'il ne devait pas faire la correction à 3 % d'oxygène.

L'évaluation des risques sanitaires de janvier 2016 caractérise les métaux présents dans les poussières issues des points de rejet du site. Cette étude quantifie notamment les rejets de métaux à l'atmosphère de 2014.

L'évaluation des risques sanitaires de 2016 conclut :

- pour les effets à seuil : que les quotients de danger calculés pour une exposition chronique par ingestion des groupes de référence les plus exposés dans le cadre des scénarios d'exposition étudiés sont largement inférieurs à la valeur de référence de 1 ;

Le groupe de référence présentant le QD le plus élevé est le groupe R4 pour la classe d'âge « Enfant 2-7 ans » (QD de 0,077) dans le cadre d'une exposition de type « résidentielle » ;

- pour les effets sans seuil : que les excès de risque individuel calculés pour une exposition chronique par ingestion des groupes de référence les plus exposés dans le cadre des scénarios d'exposition étudiés sont inférieurs à la valeur de référence de 10<sup>-5</sup>, du moins pour la classe d'âge adulte et pour le calcul sur la vie entière.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## 6 - Plan de gestion de solvant

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 13/01/2014, article 7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Plan de gestion de solvant

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place un plan de gestion des solvants, mentionnant les entrées et les sorties de solvants des installations. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant transmet annuellement ce plan à l'inspection et l'informe de ses actions visant à limiter leur consommation.

Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 15% de la quantité de solvant utilisée.

**Constats :** L'exploitant a établi un plan de gestion de solvant. La consommation annuelle de solvant est de 5,118 tonnes de solvants pour l'année 2021. Cette valeur a été enregistrée dans la déclaration GERP de l'année 2021.

Le calcul des émissions diffuses sont de 0,175 tonne. Soit 3,42 %.

Le plan de gestion présenté n'appelle pas d'observation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## 7 - Entreposage des produits chimiques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.5.6

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entreposage des produits solvantés

**Prescription contrôlée :**

Le stockage des solvants volatils doit être réalisé à l'abri du soleil.

**Constats :** Les solvants volatils utilisés dans l'établissement sont les produits utilisés dans le cadre du contrôle qualité par la technique du ressuage.

Les produits sont entreposés, au niveau de la zone ressuage, à l'intérieur du bâtiment usinage dans des armoires dédiées.

**Type de suites proposées :** Sans suite



## 8 - Chaufferie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sécurité de la chaufferie
<b>Prescription contrôlée :</b> A l'extérieur de la chaufferie sont installés : <ul style="list-style-type: none"><li>• une vanne de coupure de gaz ;</li><li>• un dispositif sonore d'avertissement, en cas de dysfonctionnement de la chaudière, ou un autre système d'alerte d'efficacité équivalente.</li></ul>
<b>Constats :</b> La chaudière présente au fond du bâtiment AU dispose d'une vanne de coupure gaz à l'extérieur du local chaufferie. Cette vanne est bien identifiée.  L'exploitant n'a pas été en mesure d'indiquer si des systèmes d'alerte sont présents en cas de dysfonctionnement.  <b>Constat 5-04102022 : demande de compléments :</b> l'exploitant précisera les systèmes d'alerte présents permettant de signaler le dysfonctionnement de la chaudière.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites

## 9 - Modification des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 1.6.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, porter à connaissance des modifications
<b>Prescription contrôlée :</b> Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
<b>Constats :</b> L'exploitant et des prestataires extérieurs ont présenté les modifications projetées dans les installations (nouveaux fours, nouvelle trempe, possibilité de récupération des eaux d'infiltration pour les utiliser dans le process, intégration de nouveaux bâtiments au site autorisé).  Lors de la visite des installations, il a été observé la fin du démantèlement d'un four. Le représentant de l'exploitant indique qu'il s'agit du four V4 et qu'il n'est plus utilisé depuis de nombreuses années. L'exploitation de ce four est réglementé dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 13 janvier 2014.
<b>Observations :</b> Les modifications projetées sont de nature à entraîner un changement, à minima, notable des éléments du dossier de demande d'autorisation. L'exploitant doit porter à la connaissance du préfet, les modifications projetées avant leur réalisation avec tous les éléments d'appréciation. Une attention particulière doit être portée sur le risque légionelle potentiel en lien avec le process de fonctionnement de la nouvelle trempe projetée.  L'exploitant intégrera dans son dossier de porter à connaissance l'arrêt du four, il confirmera qu'il s'agit bien du four V4 et précisera les modifications à apporter aux arrêtés préfectoraux réglementant l'exploitation de ses installations.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## 10 - Equipements sous-pression

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> III. - L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
<b>Constats :</b> La liste des équipements sous pression présentée lors de la visite ne comportait pas tous les éléments attendus à l'article 6 III de l'arrêté ministériel du 20/11/2017.  L'exploitant a transmis le 27/10/2022 une copie de la liste des équipements sous pression mise à jour.  <b>Constat 6-04102022 : non conformité :</b> La liste ne comporte pas le régime de surveillance des équipements.  Les délais indiqués dans le tableau pour la périodicité des inspections et des requalifications périodiques correspondent à minima aux délais fixés dans l'arrêté ministériel du 20/11/2017. Si l'exploitant souhaite suivre le régime de surveillance précisé dans cet arrêté ministériel, il doit le préciser.  Pour certains équipements le produit PS x V est supérieur à 10 000 bars.l. L'exploitant s'assurera que ces équipements ont bien fait l'objet d'une déclaration sur l'application lune ou procédera à la déclaration :  <a href="https://lune.din.developpement-durable.gouv.fr/externe/Accueil.do">https://lune.din.developpement-durable.gouv.fr/externe/Accueil.do</a>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## 11 - Plan d'intervention interne

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/08/2010, article 8.6.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Compatibilité du POI avec les POI de site voisins
<b>Prescription contrôlée :</b> Les entreprises voisines sont incluses dans le plan d'intervention élaboré par CREUSOT FORGE. Si une entreprise voisine dispose d'un POI ou d'un plan d'intervention, celui-ci est rendu cohérent avec le plan d'intervention de l'exploitant notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>• par l'existence dans le POI de l'entreprise voisine de la description des mesures à prendre en cas d'accident chez l'exploitant ;</li><li>• par l'existence d'un dispositif d'alerte / de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez l'entreprise voisine en cas d'activation du Plan d'intervention chez l'exploitant ;</li><li>• par une information mutuelle lors de la modification d'un des deux plans ou POI ;</li><li>• par une communication par l'exploitant auprès de l'entreprise co-exploitante sur les retours d'expérience susceptibles d'avoir un impact chez l'entreprise voisine ;</li><li>• par une rencontre régulière des chefs d'établissement respectifs ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence.</li></ul> Les prescriptions des points 2, 4 et 5 s'appliquent également aux entreprises ne disposant pas de POI ni de plan d'intervention.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique que des rencontres ont lieu avec les entreprises voisines (Industeel et Thermodyn). Une rencontre était prévue le 17 octobre 2022 avec le représentant de la société Thermodyn.  La société Framatome dispose des plans d'urgence des sociétés Industeel et Thermodyn  L'exploitant a présenté une valise d'astreinte comportant notamment les plans d'urgence, des fiches réflexes, les coordonnées de divers services et entités à prévenir en cas d'incident (notamment les entreprises voisines).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite